



Amérique latine : dépénaliser l'avortement

Selon l'OMS, 3 700 000 avortements à risque sont pratiqués chaque année en Amérique latine. Parmi ceux-ci, 90% le sont par des médecins non autorisés ou par les femmes elles-mêmes, selon des méthodes de triste mémoire dans notre pays. De fait, dans cette partie du monde, l'avortement est responsable de 17% de la mortalité maternelle. Il convient de dénoncer le machisme ambiant, une hiérarchie ecclésiastique puissante aux côtés des forces les plus obscurantistes.

Les droits sexuels, la maîtrise de la fécondité sont constitutifs des droits fondamentaux de la personne humaine. **Des femmes en Amérique latine se mobilisent, nous leur apportons notre solidarité.** France Amérique latine souhaite participer à la mobilisation de l'opinion publique française. Notre pétition ci-contre a atteint le premier millier de signatures. Notre action s'inscrit dans la durée. Chacun-e peut y contribuer.



DANS LE CADRE DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE POUR LA DÉPÉNALISATION DE L'AVORTEMENT EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES

France Amérique Latine vous invite à une :

Rencontre de solidarité avec les femmes d'Amérique latine
Vendredi 25 septembre 2009,
à la Maison de l'Amérique Latine à Paris
18h00 - 20h30

**217 bd Saint Germain, 75007 Paris, métro Mabillon*

Ouverture de **Jean-Marie Héricher**, président de France Amérique latine,

Présentation de la situation sur le continent par **Agnès Guillaume**, démographe à l'institut de recherche pour le développement, **Maité Algably Giroux**, experte des droits des femmes et **Sophie Thonon**, avocate, présidente de France Amérique latine

Des responsables d'associations expliqueront les raisons de leur soutien:

Sabine Salmon, présidente de femmes solidaires, **Maya Surduts**, responsable de la Cadac et du collectif national des droits des femmes

Cette rencontre inaugure la célébration des 40 ans de l'association France Amérique latine

Nom : Prénom :

Adresse :

Email :

Tél :

Je souhaite être tenu-e informé-e des activités de la commission solidarité femmes.

Nous écrire à :

France Amérique Latine

37, Boulevard Saint Jacques 75014 Paris

ou à falnationale@franceameriquelatine.fr

FALMAG

FALMAG, le journal de l'association consacre dans son numéro de juin 2009 un dossier à la **dépénalisation de l'avortement** pour le recevoir contactez nous !

« Ta bouche est fondamentale contre les fondamentalistes »



Cette pétition a été lancée par France Amérique Latine à l'occasion de la journée de lutte pour la dépénalisation de l'avortement en Amérique Latine et Caraïbe. Ont déjà signé la pétition :

Les associations: Le Mouvement Français pour le Planning Familial, Femmes solidaires, le Collectif national droits des femmes, le Mouvement pour l'abolition de la prostitution et de la pornographie et toutes les formes de violences sexuelles et discriminations sexistes, l'association Femmes Relais de Bobigny, l'Initiative féministe européenne...

Les élu-e-s : Odette Terrade, sénatrice, Laurence Cohen, responsable commission femmes du PCF, Claire Villiers, vice-présidente du conseil régional d'Ile de France, Véronique Sandoval, conseillère régionale, Abdel Sadi, conseiller général, Gilles Garnier, vice-président du conseil général de la Seine-Saint-Denis, Catherine Peyge, maire de Bobigny, Henriette Zoughebi, conseillère régionale, présidente du comité régional du tourisme d'Ile de France...

Les personnalités : Maya Surdut, Sabine Salmon, présidente de Femmes solidaires, Suzy Rojzman, Collectif national droits des femmes, Malka Marcovich, Sylvie Jan, Marie-Dominique De Suremain, Marie-France Casalis, Emmanulle Piet, médecin de PMI, Mirtha Pozzi, musicienne, Efraim Garcia, Marie-Thérèse Grimault, Ernestine Ronai, Sophie Thonon-Wesfreid...

MAÏTE ALBAGLY EXPLIQUE



Experte pour l'Union européenne et la FAO sur les questions de genre

La pauvreté accroît encore davantage les inégalités face à l'avortement. Car dans ces pays, les femmes riches arrivent toujours à trouver une solution et à avoir un accès à l'avortement : elles trouveront toujours de l'aide auprès de cliniques privées (en payant très cher) ou auprès de médecins, en apparence très conservateurs, mais qui ne rechignent pas à aider les femmes qui ont les moyens de « garder leur honneur ». Il est évident que le fait que l'avortement soit interdit n'empêche en rien que qu'ils soient pratiqués malgré tout. Mais ils sont réalisés dans des conditions sanitaires et sociales qui mettent en danger les femmes et qui provoquent la mort de milliers d'entre elles.

FAITES CIRCULER LA PÉTITION
signature en ligne sur www.franceameriquelatine.org

PÉTITION



Les femmes d'Amérique latine et de la Caraïbe réclament une réforme du code pénal comprenant une légalisation de l'avortement. A ce jour, seule Cuba bénéficie d'une législation complète de l'IVG.

En Amérique Latine comme en Europe, des forces politiques réactionnaires et les autorités ecclésiastiques s'opposent à la liberté pour les femmes de maîtriser leur fécondité. Tous ces interdits n'ont pourtant jamais empêché la pratique des avortements dans des conditions dramatiques, provoquant ainsi de nombreux drames et souffrances.

Nous apportons notre soutien aux femmes d'Amérique latine et de la Caraïbe qui agissent courageusement pour la dépénalisation de l'avortement, la contraception et l'éducation sexuelle.

Les droits sexuels constituent des droits fondamentaux de la personne humaine. Ils nécessitent une mobilisation citoyenne de toutes et de tous. Cette question est aujourd'hui en débat dans de nombreux pays d'Amérique Latine. Apporter notre soutien aux forces progressistes de ces pays, c'est affirmer **la volonté que les droits des femmes progressent partout dans le monde**. Nous savons que lorsque les droits des femmes progressent dans une partie de la planète, cela fait progresser les droits de toutes. Avec les femmes du Chili, nous disons « *la femme décide, la société garantit, l'Eglise n'intervient pas.* ».

Je signe cette pétition:

Nom : _____ **Prénom :** _____
Adresse : _____
Email : _____

Je souhaite être tenu-e informé-e des activités de la commission solidarité femmes.

Signature à retourner à:
France Amérique Latine
37, Boulevard Saint Jacques 75014 Paris